
Trois mois après la destruction de l'aviation ivoirienne sur l'ordre de Chirac : l'impérialisme français maintient son emprise sur la Côte-d'Ivoire

En 2002, un mouvement rebelle, issu du nord du pays (le MPC), lance l'offensive contre le régime de Laurent Gbagbo arrivé au pouvoir deux années auparavant à la suite d'élections contestées. Alors que la rébellion conquiert la moitié nord du pays, l'armée française intervient : des milliers de soldats français bloquent l'offensive rebelle, avant d'imposer aux deux factions la signature d'un accord de " règlement politique " de cette crise, dans les salons dorés d'un château de la région parisienne (les accords de " Linas-Marcoussis "). Deux ans après, alors que ces accords n'ont pas été appliqués, Gbagbo décide, semble-t-il, d'une initiative sans précédent contre l'armée française, qui l'avait pourtant " préservé " auparavant de l'avancée des rebelles : que s'est-il passé ?

Les représailles décidées par Chirac : une pure opération coloniale

Samedi 6 novembre, alors que l'armée ivoirienne tentait de reprendre le contrôle du nord du pays tenu par les insurgés, une bombe tombe sur un casernement de l'armée française. Neuf soldats français ainsi qu'un civil américain sont tués : pour le porte paroles de l'armée française en Côte d'Ivoire, il s'agit alors " plutôt d'une erreur ". Mais aussitôt Jacques Chirac donne l'ordre à son corps expéditionnaire de détruire toute l'aviation ivoirienne. Quelques heures plus tard, la base ivoirienne de Yamoussoukro est attaquée : quatre avions russes (les fameux Sukhoï) et cinq hélicoptères sont détruits, et l'armée française se serait assurée que les pilotes biélorusses ayant conduit l'attaque sont morts dans l'attaque de la base. Dans le même temps, elle détruit une batterie de défense anti-aérienne puis prend le contrôle de l'aéroport d'Abidjan. L'armée française, stationnée au centre du pays, envoie une colonne de blindés sur la capitale économique du pays, et tire sur les barrages de l'armée ivoirienne.

Un officier français, soulagé de voir la France reprendre militairement en main la situation, dans la plus grande tradition coloniale de la " pacification ", témoigne : *" Il y a quelques semaines, nous avions pu être bloqués à un barrage par un milicien sur une mobylette. Là, on a repris la main, et cela nous a tous fait beaucoup de bien de le sentir "*.

Les masses ivoiriennes se défendent contre l'impérialisme français

Dans la soirée du samedi 6 novembre, des dizaines de milliers d'ivoiriens manifestent à Abidjan contre cette politique de la canonnière. Au-delà du fait que ces manifestations soient impulsées par le régime Gbagbo, elles expriment la claire conscience des masses ivoiriennes que la présence des troupes françaises et le rôle de la France dans la crise économique que connaît le pays sont liées. Les manifestants s'attaquent à ce qui peut symboliser le colonialisme français, telle la résidence des gendarmes français à Abidjan. L'armée française tire contre les manifestants, en utilisant y compris des hélicoptères. Les morts se comptent par dizaines. Les manifestations vont se poursuivre plusieurs jours.

Le même soir, à l'ONU, " le Conseil de Sécurité exprime son plein soutien à l'action menée par les forces françaises et l'ONUCI ". Puis Chirac demande à l'ONU des sanctions contre le régime ivoirien. Le 15 novembre, moins de dix jours après l'attaque, le Conseil de Sécurité de l'ONU adopte à l'unanimité la résolution 1572 : celle-ci impose un embargo immédiat, pour une durée de treize mois, sur les ventes d'armes à destination de la Côte-d'Ivoire ; elle prévoit également des sanctions personnelles (saisie des biens à l'étranger, interdiction de voyager) pour les dirigeants politiques jugés responsables de la non-application des accords de paix (Linas-Marcoussis et Accra) signés entre les différentes factions en lutte, à partir du 12 décembre.

Le gouvernement Français peut ainsi reprendre l'offensive politique contre le gouvernement ivoirien, contre Gbagbo en particulier, que Chirac n'a jamais vraiment accepté.

Le coup de poker de Gbagbo : tenter de se saisir des rivalités inter-impérialistes

Quatre avions de chasse, cinq hélicoptères : c'était le seul trésor de l'armée ivoirienne, soit environ 100 fois moins que la flotte aérienne française, sans compter l'extrême faiblesse de son organisation, de sa technicité. Qu'est-ce qui a pu pousser Laurent Gbagbo à engager, délibérément semble-t-il, l'offensive contre une armée impérialiste à la cheville de laquelle son armée n'arrive même pas ?

Ce n'est pas dans les rapports de force militaires, mais dans les rapports de force politiques que le régime ivoirien a cru disposer d'une marge de manœuvre. Entre l'impérialisme dominant au niveau mondial, les États-Unis, et celui dominant au niveau régional, la France, les tensions se sont en effet relativement accrues au cours des derniers mois ; le refus du gouvernement français de participer à la coalition contre le régime irakien en 2003 a particulièrement refroidi l'atmosphère. Laurent Gbagbo, en guerre larvée contre la France depuis l'offensive menée par les rebelles du MPCl en 2002, a ainsi voulu saisir l'occasion de la réélection de G.W. Bush, le 2 novembre 2004, en escomptant le maintien des tensions entre les États-Unis et les autres impérialismes. Espérant sans doute un " coup de pouce " des États-Unis, Laurent Gbagbo a en effet immédiatement engagé contre les rebelles une offensive préparée de longue date, qui n'attendait plus que les résultats de l'élection américaine.

Le 3 novembre, John Kerry concède avoir perdu l'État de l'Ohio, et, de là, l'élection américaine. Le 4 novembre, Gbagbo engage le combat contre les rebelles pour reconquérir les territoires du nord du pays, offensive rompant avec tous les accords de cessez-le-feu et de règlement " politique " de la crise ivoirienne que Gbagbo avait dû signer (Marcoussis ; Accra). La ville de Bouaké, fief des rebelles et très proche de la ligne de front est bombardée par l'aviation ivoirienne. Dans le même temps, à Abidjan, les sièges des partis d'opposition (RDR, PDCI) sont mis à sac et incendiés ; les radios internationales et les journaux d'opposition sont réduits au silence. Le 6 novembre, c'est l'attaque contre la position de l'armée française.

France et États-Unis soudés dans le maintien de l'ordre impérialiste

Contrairement à ce que Gbagbo pouvait espérer, les États-Unis ont refusé de mettre la France en difficulté en se saisissant de cet épisode. Le 15 novembre, avec tous les autres membres du Conseil de Sécurité, ils votent la résolution 1572, résolution qui range le régime ivoirien dans les régimes parias, entre l'Irak et la Corée du Nord, pour son manque de " souplesse " devant les exigences impérialistes. Ainsi, les États-Unis appuient largement l'opération militaire de la France. L'ambassadeur américain à l'ONU, John Danforth, a immédiatement déclaré : "*Le Conseil de Sécurité comprend parfaitement que la France défende ses forces et ses citoyens qui sont attaqués.*" Le 10 novembre, le commandant de l'armée US en Afrique précise bien : "*Les Français ont agi exactement comme il le fallait : ils ont détruit ces avions*". Et jusqu'à présent, les États-Unis n'ont pas esquissé le moindre soutien à Gbagbo ; une déception pour ce dirigeant qui s'était rendu aux États-Unis pendant 10 jours pour une " visite privée ", dans l'espoir d'y trouver des appuis discrets en contrepoids de la domination française.

Les raisons de la position américaine sont claires : pas question qu'un pays " dominé " prenne son autonomie, quels que soient les intérêts régionaux en jeu ; pas question en effet, pour la France comme pour les États-Unis, de laisser croire que l'on peut transgresser l'ordre impérialiste sans s'exposer à des représailles. Au même moment, début décembre, le gouvernement Bush lance l'assaut contre la ville de Fallouja, en Irak, bombardant les populations civiles, réduisant la cité à un champ de ruines : l'appui des États-Unis à la France sur le vote de la résolution 1572 signifie que les États-Unis exigent la même solidarité à leur égard vis-à-vis de la guerre en Irak. Comme le résume un éditorialiste américain :

*" Gbagbo s'est efforcé de renforcer ses liens avec le président Bush alors que tous deux s'engageaient dans des conflits ouverts avec Jacques Chirac depuis un an et demi. [...] Gbagbo a sans doute estimé que le torchon brûlait tellement entre les deux grandes puissances à cause de la crise irakienne que les États-Unis prendraient volontiers la place de la France comme protecteur de la Côte-d'Ivoire. On voit mal, autrement, ce qui l'aurait enhardi au point d'ordonner à ses pilotes mercenaires d'Europe de l'Est d'attaquer les forces françaises de maintien de la paix le 6 novembre. [...] Le président ivoirien reçut d'abord une première douche froide lorsque Bush apporta son soutien à la demande de Chirac concernant des sanctions des Nations unies, avant de voir ses espoirs d'obtenir la protection américaine anéantis après une longue et houleuse conversation téléphonique avec le secrétaire d'État, Colin Powell[...]. A Washington, on a résisté à la tentation de faire payer à Paris son opposition à l'invasion de l'Irak sous la houlette des États-Unis, car on a rapidement compris que rendre la pareille aux Français minerait la sécurité régionale en Afrique de l'Ouest et au-delà. [...] **L'Europe, et surtout Paris, devrait reconnaître et saluer publiquement la décision de l'équipe Bush de ne pas succomber à la tentation de se venger de Chirac.** Le geste n'a rien coûté à Washington. "* (Jim Hoagland – Washington Post, 18 novembre 2004).

Il serait donc faux de laisser croire que les impérialismes français et américains auraient une responsabilité équivalente dans la crise que connaît la Côte-d'Ivoire, qu'il s'agirait dans cette affaire que de la rivalité entre deux impérialismes: c'est la France qui est la seule puissance dominante dans la région, et tout particulièrement dans ce pays ; c'est elle qui est responsable de la crise que connaît le

pays depuis deux décennies et qui s'accroît aujourd'hui. Et c'est à elle que les autres impérialismes confient le soin de maintenir l'ordre.

“ Il faut renégocier l'ancien contrat colonial ”

Mamadou Koulibaly, président de l'Assemblée Nationale Ivoirienne et comptant parmi les personnalités du régime l'exprime clairement : l'objectif serait pour le gouvernement ivoirien de mettre fin au système post-colonial issu des indépendances, c'est-à-dire de mettre fin à la domination de l'impérialisme français. Au-delà d'une phraséologie anti-impérialiste il ne s'agit, on le verra, que de préserver des miettes de ce pillage colonial. Mais quel était précisément cet ancien “ contrat colonial ” ?

Il est nécessaire de revenir au contexte de ces indépendances, en 1960. Quelques années auparavant, les puissances colonialistes d'Europe étaient sorties en ruine de la seconde guerre mondiale. Les États-Unis, à l'apogée de leur puissance, souhaitaient saisir l'occasion pour consolider leur domination face à leurs anciens concurrents majeurs d'Europe de l'Ouest, et notamment transformer la France et l'Allemagne, selon l'expression du président Eisenhower, en “ champ de patates ”. Mais c'était sans compter la grande vague révolutionnaire de l'après-guerre ; dès la fin de la guerre, les masses de certaines colonies (Indochine en 1945,...) ou de pays dominés (Chine...) engagent la lutte contre l'ordre colonial et le capitalisme.

Dans ce nouveau contexte, c'est la lutte contre-révolutionnaire, le “ containment ” qui va guider la politique des USA. Ceux-ci vont finalement se résoudre à aider à la reconstruction de leurs futurs rivaux (le plan Marshall) pour qu'ils deviennent un appui dans le combat contre-révolutionnaire. La tâche de la France est alors de réduire à néant les oppositions anti-impérialistes dans sa zone d'influence, dans ses colonies. Alors que l'échec se profile en Algérie à la fin des années 50, le régime gaulliste tente une autre solution en Afrique de l'Ouest : négocier une indépendance “ limitée ” avec une élite locale à sa solde qui prend un certain pouvoir, mais dont le rôle, en échange, sera de contrôler le mouvement des masses tout en permettant aux entreprises coloniales de poursuivre l'exploitation de ces pays. “ La semi-indépendance limitée ” contre “ le contrôle des masses ”, telle était la nature de l'ancien contrat colonial.

Houphouët-Boigny, l'indéfectible soutien de l'impérialisme français

La Côte-d'Ivoire, qui fut durement exploitée pendant la période coloniale (répression féroce et régulière des insurgés, instauration du “ travail forcé ”, proche de l'esclavage...), n'a alors connu qu'une indépendance factice. Riche de ses plantations de café et de cacao, l'indépendance négociée en 1960 a en fait été accordée à un parti unique (le PDCI), représentant d'une toute petite classe de planteurs autochtones (mis en place après la guerre par l'administration coloniale), sur un mandat simple : en échange d'une partie du gâteau prélevé sur les exportations de café et de cacao (et donc, sur les masses ivoiriennes), l'État Ivoirien a pour seules fonctions d'encadrer et de réprimer sévèrement tout mouvement des masses, ainsi que d'accorder un monopole des exportations et des marchés publics aux trusts français. L'armée française reste installée en embuscade au cas où ce régime serait incapable de tenir son mandat : un accord de coopération militaire toujours en vigueur permet à la France d'intervenir quasiment quand bon lui semble.

Une crise économique sans issue

Dans les années 60 et 70, l'État Ivoirien a continué à miser sur les productions issues du système colonial : le cacao, mais aussi le café, le bois, l'hévéa, tous les produits tropicaux dont ont besoin l'Europe et l'Amérique du Nord. Ces productions sont très spécialisées, mais elles sont les seules à être immédiatement utilisables et concurrentielles sur le marché mondial. Durant ces années, le prix des matières premières s'envole, dans la foulée des indépendances puis du premier choc pétrolier, en 1973.

De façon provisoire et artificielle, les prix du cacao et du café seront élevés pendant cette période, et la Côte-d'Ivoire connaît alors une forte rentrée de devises. Elles vont permettre un enrichissement général du pays, mais qui va surtout profiter à l'État Ivoirien et à ses prébendiers. En effet, à travers la création d'une caisse de stabilisation des prix (la Caistab), l'État prend le monopole de l'exportation de café et de cacao, achetant à prix fixe la production, quelle que soit la variation des cours mondiaux, afin d'offrir un revenu régulier aux producteurs. Dans les faits, ce mécanisme va permettre, dans les années 60 et 70, de payer les producteurs à des prix 50% inférieurs aux cours mondiaux : l'État récupère alors la moitié de ces sommes, soit un énorme pactole redistribué dans un vaste système clientéliste.

Il va alors se créer autour de l'appareil d'État Ivoirien, contrôlé depuis l'indépendance par la faible bourgeoisie agraire, une bourgeoisie “ comprador ” qui va vivre grassement de cette rente, constituée

par l'exploitation d'une main-d'œuvre abondante dans les plantations. Son rôle économique est en revanche bien plus limité : pour tout ce qui concerne le développement de l'industrie et les services, Houphouët-Boigny choisit de faire appel aux firmes étrangères, essentiellement françaises. Cette politique est dictée par le système capitaliste, qui ne laisse pas à la Côte-d'Ivoire d'autres places que celles des cultures spéculatives sur le marché mondial. Elle profite à l'impérialisme français, qui demeure de loin le premier fournisseur de la Côte-d'Ivoire. Les firmes, notamment françaises surfacturent équipements et technologies (par exemple, le développement à grands frais de complexes sucriers qui ont dû fermer quelques années plus tard). La collusion d'intérêt entre l'impérialisme français et un appareil d'État ivoirien à sa solde apparaît totale, sur le dos des masses ivoiriennes.

Un long déclin économique : l'expression de la crise du système capitaliste

Dès les années 80, la baisse générale du prix des matières premières et la crise économique mondiale restreignent brutalement les profits liés au développement des cultures exportatrices ; de nombreux concurrents (Malaisie, Indonésie...) sont arrivés sur le marché mondial. L'économie locale n'a aucun moyen de s'adapter à cette crise. Au contraire, la politique qui est suivie crée les conditions de la poursuite de la crise : le développement des plantations de cacao se poursuit au cours des années 80, malgré la chute des cours, car il s'agit du seul investissement qui paraît immédiatement rentable, même si dans le même temps, l'accroissement de la production favorise la chute continue des cours.

Les privatisations marginalisent la bourgeoisie compradore

Dès 1985/86, la dette ivoirienne explose sous l'effet de la chute des cours. Le FMI, l'usurier de l'impérialisme, va intervenir et imposer ses premiers plans d'ajustements structurels : il accorde des prêts en échange de la privatisation des entreprises publiques et de coupes dans les budgets publics, favorisant non la " relance " de l'économie mais le développement des intérêts impérialistes dans des secteurs de l'économie qui leur échappaient. Or ces secteurs de l'économie publique constituent, avec la Caistab, la principale source de pouvoir et de revenus de la bourgeoisie compradore gravitant autour de l'appareil d'État. Dans le même temps, des dizaines de milliers d'emplois du secteur public sont supprimés, jetant les travailleurs dans la précarité et la misère de l'économie informelle. Il s'agit là essentiellement de populations issues du Sud, proche des clans dirigeant le pays, qui, la crise s'aggravant vont être amenés à se radicaliser politiquement. Quant aux masses paysannes qui subissent de plein fouet la chute des cours, leur situation n'est guère meilleure.

La crise s'aggrave, provoquant l'éclatement de la bourgeoisie compradore

La politique dictée par l'impérialisme via le FMI ne résout rien pour l'économie ivoirienne : la crise s'aggrave avec la persistance de la baisse des prix agricoles. La situation politique connaît alors un bouleversement : Houphouët-Boigny se voit imposer un premier ministre, Alassane Ouattara, ex-fonctionnaire du FMI, dont la tâche principale est de " faire le ménage " au sein de la bourgeoisie compradore, afin que les recettes de l'État servent d'abord à payer les créanciers étrangers plutôt que les clans au pouvoir. Dans le même temps, la politique de privatisation est maintenue. Les résultats sont rapides : la misère se développe et en 1992, face à l'aggravation des conditions de vie, de fortes mobilisations étudiantes éclatent. Elles sont aussitôt réprimées. Un des leaders, Laurent Gbagbo, est emprisonné plusieurs mois. Le franc CFA est dévalué peu après.

La succession d'Houphouët-Boigny, qui meurt en 1993, accélère le déchirement de la bourgeoisie ivoirienne, très affaiblie par les privatisations puis la dévaluation du CFA. Plusieurs clans s'affrontent, provoquant l'éclatement du parti unique, le PDCI :

1) Des planteurs (cacao...), proches de Ouattara quittent le PDCI pour créer le RDR souhaitant continuer à faire le ménage au sein de l'État Ivoirien afin de se faire rançonner un peu moins par la Caistab et le clan qui la contrôle. Ceux-ci sont souvent issus du Nord (comme Ouattara), car de nombreux planteurs sont des émigrés venus du Nord ou du Burkina pour mettre en valeur les forêts alors désertes du Sud. Dans cette situation, il est impossible pour eux de rompre avec la France, car les planteurs ont besoin de son soutien pour s'assurer des débouchés sur le marché mondial.

2) Le deuxième clan est formé autour de ceux qui souhaitent, avec Gbagbo et le FPI, couper les liens(ou plutôt les desserrer) avec la France, afin d'avoir un peu plus d'oxygène pour développer un " capitalisme ivoirien " qui ne soit pas totalement aux ordres de l'ancienne métropole ivoirienne. Tous les travailleurs qui se sont fait licencier lors des privatisations, ou qui ont été « repris » par les firmes françaises sont en première ligne pour mesurer la responsabilité de la France dans l'aggravation de la crise, et réclamer son départ. Il s'agit surtout de travailleurs du sud qui avaient pu quitter la campagne pour trouver un

emploi plus valorisant en ville et notamment à Abidjan, et qui ont tout perdu avec la crise. Ce sont ces couches que Gbagbo tente d'instrumentaliser.

3) Le dernier groupe est constitué par ceux qui défendent le statu quo pour continuer de bénéficier de la rente, même amoindrie, du système actuel ; cela nécessite de maintenir un lien de soumission à la France gendarme de ce système. Ceux-là sont proches du PDCI historique, de Henri Konan Bédié, le dauphin d'Houphouët-Boigny, et de son groupe ethnique, celui qui a le plus bénéficié de ce système.

Ces déchirements trouvent donc leur source dans les questions politiques et économiques ; le caractère ethnique de ces divisions n'en est que la conséquence et non la cause.

.Les diverses « voies » défendues par ces groupes sont autant d'impasses. Non seulement aucune d'elles ne peut sortir la Côte d'Ivoire de la crise mais aucune d'elle –au compte d'un clan particulier– n'est viable : l'arriération économique de la Côte d'Ivoire ne peut être surmontée dans le cadre du système capitaliste : accroître les cultures d'exportation ne peut qu'accroître la soumission du pays aux trusts impérialistes qui en contrôlent la commercialisation ; et la surproduction conduit les producteurs à la ruine : on ne peut développer davantage l'économie d'agriculture exportatrice, parce que c'est déjà ce développement exclusif qui a précipité le pays dans la crise. Et par ailleurs, ni la débile bourgeoisie ivoirienne, ni son État en faillite, ne peuvent développer le moindre secteur économique indépendant.

Dans le cadre du maintien du système capitaliste, il ne peut donc y avoir aucune solution à la crise ivoirienne : c'est ce qui explique sa persistance et son aggravation continue.

C'est finalement le successeur d'Houphouët-Boigny au sein du PDCI, Henri Konan Bédié, qui va brièvement accéder au pouvoir. Celui-ci, constatant effectivement l'impasse dans lequel mène le maintien du système, décide donc de jouer sur la même corde que tous les régimes corrompus que la crise économique a ruinés : le nationalisme. En lançant le thème de l'ivoirité, il tente de s'allier les populations du sud qui sont loin de lui être toutes spontanément favorables et d'éliminer son concurrent direct, Ouattara, accusé d'être d'ascendance étrangère (28% des résidents ivoiriens sont considérés comme étrangers). Il a pour cela le plein soutien de Chirac. Mais cela ne résout toujours en rien l'appauvrissement continu de l'État. Pour que le système clientéliste puisse continuer, Bédié n'a d'autres choix que de procéder à un endettement massif : celui-ci devient vite intenable.

La privatisation de la Caistab : le coup de grâce pour la bourgeoisie compradore

1998. Le régime n'a plus le choix : endettée jusqu'au cou, la Côte-d'Ivoire doit tout privatiser, y compris le cœur du système : la Caistab. Un nouveau dispositif de la Banque Mondiale, destiné aux pays pauvres très endettés (PPTÉ), impose en effet désormais la déréglementation des filières de café et de cacao. Les conséquences sont nombreuses.

Il s'agit, pour l'impérialisme français, d'un échec. Très vite, cette filière tombe aux mains d'intérêts suisses (Barry-Callebaut, Nestlé) et surtout américains (ADM, Cargill), au détriment des trusts français : la filière cacao étant très internationalisée, ce sont les groupes capitalistes dominants (et d'abord américains) qui ont pu en prendre le contrôle. Début 2004, c'est Bolloré, proche de Chirac et dernier négociant français majeur dans le cacao qui jette l'éponge.

L'impérialisme français n'a pas tout perdu pour autant. Les trusts français se replient sur l'économie " captive ", liée à l'État Ivoirien (qu'ils contrôlent politiquement) : les services dits « publics ». Soit les télécoms pour France Telecom, le pétrole pour Total, le BTP et l'eau chez Bouygues, les banques pour la Société Générale et le Crédit Lyonnais, tandis que le groupe de Vincent Bolloré prend des positions très fortes dans le transport (le port d'Abidjan, la voie ferrée), la logistique et les bois précieux.

Pour la bourgeoisie ivoirienne, c'est le coup de grâce : avec la perte des rentes de la Caistab et la privatisation quasi-complète de l'économie, elle se retrouve totalement dépouillée. Aussi l'État glisse-t-il dans la crise et l'armée prend le pouvoir, à travers le putsch du Général Gueï, qui dépose Henri Konan Bédié et le PDCI. Chirac, constatant l'incapacité de Bédié à assumer son rôle (le maintien de l'ordre impérialiste), décide de ne pas intervenir.

Mais l'armée ne parviendra pas, ne pouvant surmonter la crise économique, à rétablir la situation. Deux ans plus tard, après des élections contestées, c'est Laurent Gbagbo qui prend à son tour le pouvoir en 2000.

Si celui-ci affirme d'abord vouloir mettre fin à la politique nationaliste de « l'ivoirité », et desserrer l'étau de l'impérialisme français sur le pays, il n'en a ni les moyens financiers, ni les moyens politiques. Aussi poursuit-il la politique de division nationale de ses prédécesseurs. Conséquence logique : une rébellion

voit le jour dans le Nord en 2002, luttant contre les vexations que subissent les populations du nord. Les positions sont depuis figées.

Le résultat de la crise du système capitaliste

La situation de la Côte-d'Ivoire n'est pas isolée : comme dans des dizaines de pays d'Afrique, d'Amérique Latine, d'Asie du Sud, l'économie est prise en étau par les puissances capitalistes dominantes, condamnant les masses à la misère. L'originalité de la Côte-d'Ivoire réside dans le fait que le pays a brièvement connu une période de très forte croissance entre 1960 et 1980, et qu'il est devenu, par ce fait, un des points d'appui majeurs de l'impérialisme français dans le monde. Cette période est désormais révolue. En Côte d'Ivoire comme ailleurs, le capitalisme ne peut provoquer que misère croissante et décomposition sociale, ceci sous le contrôle de régimes corrompus à la solde de tel ou tel impérialisme. Mais l'existence de tels régimes ne peut en aucun cas justifier que l'on puisse tolérer une quelconque intervention de l'impérialisme dans ces pays, quelqu'en soit le prétexte : l'impérialisme français est le premier responsable de cette situation, l'impérialisme français doit partir ! C'est à la population de Côte d'Ivoire de décider de son avenir.

Combattre son propre impérialisme

Pour l'impérialisme français, la décomposition économique, sociale et politique de ce pays qui était le fleuron de son ancien empire, est un coup sévère. Et il tente de préserver ses positions par tous les moyens dont dispose un impérialisme.

Le prolétariat et la jeunesse ont, quant à eux, en France, une longue expérience du combat contre les guerres coloniales menées par leur propre impérialisme. Ce fut le cas en particulier contre la guerre d'Algérie et pour l'indépendance de l'Algérie. Un tel combat anti-impérialiste a dû chaque fois s'affronter aux dirigeants des vieux partis ouvriers et des syndicats qui protégeaient leur propre impérialisme, surmonter cette politique et les contraindre – au moins partiellement – à prendre position contre la guerre coloniale.

Aujourd'hui, pour imposer le retrait des troupes françaises de Côte d'Ivoire et d'Afrique, il faut en même temps imposer aux dirigeants de ces organisations ouvrières qu'ils cessent de soutenir la politique de Chirac. Ni les dirigeants du PS, ni ceux du PCF n'ont demandé le retrait des troupes françaises. Marie George Buffet a demandé "*une réunion de l'Assemblée nationale*" pour avoir des informations. Ségolène Royal a déclaré que la France était unie "*derrière l'action du gouvernement, derrière l'action de forces françaises su mandat de l'ONU*".

Quant à la LCR, elle défend sans guère de pudeur la présence de l'impérialisme en Côte d'Ivoire. Elle demande en effet "*que soit retiré à la France la gestion (sic) de la crise en Côte d'Ivoire, que les troupes française soient retirées, qu'une solution africaine soit retirée.*" Autrement dit : puisque la France est trop compromise, il faut confier aux vassaux de l'impérialisme français le soin de maintenir à son compte l'ordre en Côte d'Ivoire.

Le Parti des travailleurs (PT) soutient l'impérialisme français d'une autre manière. Il ne demande même pas le retrait formel de l'armée française et promeut un appel pacifiste "*non à la guerre en Côte d'Ivoire*" en renvoyant dos à dos les belligérants : pour le PT, il n'y a pas d'un côté l'impérialisme français et de l'autre un pays dominé, la Côte d'Ivoire, mais il y a d'un côté l'impérialisme français, et de l'autre, l'impérialisme américain.... Un tel tour de passe-passe permet alors de ne pas se situer en défense de la Côte d'Ivoire contre l'intervention des troupes françaises.

Du côté des dirigeants syndicaux, le silence fut aussi assourdissant que les bombes tirées par l'armée française sur la Côte d'Ivoire ! Ainsi, le 8 novembre, alors que les manifestations se poursuivaient en Côte d'Ivoire contre la présence coloniale française, se tenait la réunion du bureau national de la FSU, principal syndicat de l'Enseignement public. Dans ce bureau sont représentés tous les courants. Tous, sans exception, se sont tus. Pas un n'a exigé le retrait des troupes françaises : ni celui dirigé par le PCF (Unité et Action), ni celui dirigé par la LCR (l'École Émancipée), ni celui dirigé par le Parti des travailleurs...Il faudra attendre le 16 novembre, pour que dans les instances académiques du SNES de Lyon, soit présentée une motion défendue par les représentants du courant Front unique. Nous reprenons cette motion à notre compte.